

Décentralisation : la Bretagne veut être à la pointe

Les élus régionaux, qui continuaient hier leur session, n'ont pas raté l'occasion. Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, était dans l'hémicycle. Ils lui ont dit tout ce qu'ils attendent de la décentralisation.

La Bretagne entend bien être à la pointe des débats qui accompagneront la prochaine étape de la décentralisation promise par le gouvernement. Déjà, Pierrick Massiot (PS), le président de la Région, a mis en place des groupes de travail qui planchent sur le sujet, et n'ont pas tardé à faire des propositions.

Une démarche unique en France. Dans les domaines de la culture, de la politique de l'eau ou des langues régionales, la Région est candidate à de nouvelles compétences. Elle réclame aussi une nouvelle politique fiscale qui lui donnera plus d'indépendance financière.

« République régionalisée »

La décentralisation, c'est parfois compliqué. Pierrick Massiot joue les pédagogues : « **L'équité des territoires, c'est reconnaître des spécificités locales et le droit à l'expérimentation. Qu'on admette que la Bretagne, l'Île-de-France ou la Franche-Comté ne marchent pas au même pas** ».

Quant à Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État et de la Décentralisation, qui a gardé son siège de conseillère régionale, elle livre les grandes lignes de



Marylise Lebranchu a précisé les contours du nouvel acte de la décentralisation.

la réforme annoncée. Les Régions seront confortées dans leur rôle de « **chef de file du développement économique** ». Elles seront aussi le « **guichet unique** » pour les aides directes aux entreprises. De nouvelles compétences pour promouvoir les langues régionales sont « **indispensables** ».

Dans les rangs de la majorité, les attentes sont fortes. « **La décentralisation doit libérer les territoires** », résume Richard Ferrand (PS). « **Le moment est venu de donner de nouvelles responsabilités aux Régions** » plaide Daniel Gilles (PCF). Dominique Ramard (Bretagne écologie) en appelle à une « **République**

régionalisée ». Naig Le Gars (Union démocratique bretonne) prévient : « **Cette nouvelle étape de la décentralisation, c'est un rendez-vous qui ne se présentera pas de sitôt**. » Tandis que pour Guy Hascoët (Europe Écologie-Les verts), cette nouvelle étape de la décentralisation « **doit permettre à chaque Région de faire reconnaître ses différences** ».

En politique, l'enthousiasme n'est jamais complètement communicatif. L'opposition se montre au moins dubitative face à cette nouvelle distribution des cartes. La perspective d'un nouvel impôt régional arrivant avec cette phase nouvelle de la décentralisation est pointée du doigt par Sylvie Guignard (Union des démocrates et indépendants). « **Dans ces temps de crise, la décentralisation a un coût** », redoute-t-elle. Dominique de Legge (UMP) évoque un autre risque que porte la grande réforme annoncée : « **Substituer à un centralisme d'État un centralisme régional**. »

En attendant, les groupes de travail du conseil régional vont continuer à labourer ce sujet de la décentralisation. Histoire de se faire encore mieux entendre.

Didier GOURIN.